

# L'inattendue reconversion d'Ueli Maurer

**CENT JOURS À LA TÊTE DES FINANCES** On le sentait fatigué à la Défense. On le disait sur le départ. Il a choisi de reprendre les Finances. Où il ne laisse pas de surprendre. Mais les gros dossiers restent à venir. Gros plan sur les chantiers du ministre UDC



Ueli Maurer lors de la réunion des ministres des Finances du G20 à Shanghai. Le ministre UDC est à l'aise dans le costume de grand argentier. (KEYSTONE)

BERNARD WUTHRICH, BERNE

Ueli Maurer avait prévu de réunir les médias le 12 avril pour marquer ses cent premiers jours à la tête du Département fédéral des finances. Il y a renoncé. Non sans raison. C'est que le bilan de ses trois premiers mois est assez chétif. Le nouveau ministre des Finances s'est surtout concentré sur le service après-vente de la réforme de l'imposition des entreprises, initiée par Eveline Widmer-Schlumpf.

Il a pris acte du résultat des comptes 2015, qui bouclent avec un excédent de 2,3 milliards très largement supérieur aux prévisions. Il a fait barrage contre deux motions de droite au Conseil national, dont une, émanant de son propre parti, voulait lier la croissance des dépenses de chaque domaine d'activité à celle de l'économie. Il a serré des mains au Forum économique de Davos et à la réunion

du G20 à Shanghai. Et il a lancé la campagne contre l'initiative «Vache à lait» que défend son parti mais qui priverait sa caisse de 1,5 milliard de francs.

Mais le gros est à venir. Ces prochaines semaines, Ueli Maurer présentera en effet plusieurs dossiers importants. Il doit transmettre au parlement le programme de stabilisation 2017-2019. Il prévoit de mettre en consultation l'Accord multilatéral sur l'échange des déclarations pays par pays dans le cadre du projet BEPS de l'OCDE et l'échange de renseignements dans les cas de ruling. Enfin, il doit proposer un successeur au secrétaire d'Etat Jacques de Watteville (lire ci-dessous).

## Même Ada Marra est impressionnée

Il y aura ainsi davantage d'éléments d'appréciation dans quelques

semaines. C'est aussi le constat fait par les parlementaires qui le côtoient dans les commissions phares du parlement, celles des Finances (CdF) et de l'Economie (CER). Globalement, ils lui attribuent de bonnes notes. Le commentaire le plus décoiffant est venu de la socialiste vaudoise Ada Marra, que l'on ne peut guère soupçonner d'appartenir au fan-club du ministre UDC. «Eh bien, je dois le dire, la prestation d'Ueli Maurer comme ministre des Finances a été très bonne en commission. Précis, au courant des dossiers, intelligent, il a tenu son rôle collégial dans son rôle de conseiller fédéral», a-t-elle lâché sur Facebook le 23 février.

«Si même Ada Marra est impressionnée, c'est bien la preuve que l'homme s'est révélé dans cette fonction alors qu'il n'était peut-être pas vraiment à sa place à la Défense», ironise Christian Lüscher (PLR/GE). «Je confirme

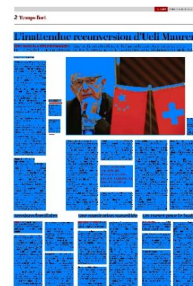
## DES CHIFFRES

### Budget 2015

Recettes: 67,527 milliards  
Dépenses: 61,116 milliards  
Solde: 0,4 milliard.

### Comptes 2015

Recettes: 67,580 milliards  
Dépenses: 66,243 milliards  
Solde: 2,337 milliards.



Le Temps / Sortir  
1002 Lausanne  
021 331 78 00  
www.letemps.ch

Medienart: Print  
Medientyp: Tages- und Wochenpresse  
Auflage: 36'802  
Erscheinungsweise: 6x wöchentlich

Themen-Nr.: 999.207  
Abo-Nr.: 1095889  
Seite: 2  
Fläche: 120'532 mm<sup>2</sup>

qu'en commission il a été clair et a démontré une connaissance précise des dossiers. Et il a fait preuve de collégialité lorsqu'il a défendu la réforme de l'imposition des entreprises. Il a du plaisir dans sa nouvelle fonction», poursuit-il. Collégial, mais pas forcément d'accord avec tout. Ainsi, murmure-t-on en coulisses, contrairement au Conseil fédéral, il serait favorable à la taxe au tonnage chère aux Genevois et en aurait parlé en tête à tête avec le conseiller d'Etat Serge Dal Busco.

«C'est vrai qu'on ne sent pas le même Maurer aux Finances qu'à la Défense. Ses positions sont plus claires, on sait ce qu'il pense. Il s'engage contre l'initiative «Vache à lait» en montrant dans quels secteurs il faudrait couper si elle était acceptée», déclare Jacques Bourgeois (PLR/FR), qui, en tant que directeur de l'Union suisse des paysans (USP), sera directement concerné si l'initiative «Vache à lait» est acceptée le 5 juin.

Dominique de Buman (PDC/FR) apporte un bémol: «Il a clairement gagné en assurance et enfilé l'habit de sa nouvelle fonction. Alors qu'on le sentait sur le départ à la fin de l'an dernier, il s'est revivifié en prenant les Finances. Il est assez sûr de lui, il sait qu'on ne pourra pas tout faire en matière budgétaire et qu'il faut arrêter

**«C'est un animal à sang froid.»**

## Il avance à petits pas, sait manœuvrer, tirer les ficelles»

CESLA AMARELLE (PS/VD)

la machine avant qu'elle s'emballé. Mais il connaît quand même moins la matière qu'Eveline Widmer-Schlumpf. Le niveau qualitatif est moins bon», commente-t-il. «Comme il est comptable de formation, il est assez à l'aise avec les chiffres», renchérit Cesla Amarelle (PS/VD).

On n'oublie toutefois pas que l'ancien président de l'UDC reste un «rusé renard», selon Dominique de Buman. «Il ne se départira jamais de son côté électron libre, qui cherche des échappatoires lorsqu'il se sent coincé», relativise-t-il. «Contrairement à Christoph Blocher, qui est toujours resté un animal enragé, Ueli Maurer est un animal à sang froid. J'ai remarqué que, lorsqu'il veut en découdre, il joue avec ses lunettes. Il avance à petits pas, sait manœuvrer, tirer les ficelles et s'appuyer sur d'autres lorsqu'il veut faire passer un message. Il peut compter sur Thomas Aeschi, qui siège à la fois à la CdF et à la CER. Et il laisse le chef des Finances, Serge Gaillard, annoncer que les coûts de l'asile vont doubler en deux ans. Cela me dérange», critique Cesla Amarelle. «C'est un personnage déconcertant, un UDC improvisé magistrat. Il restera tou-

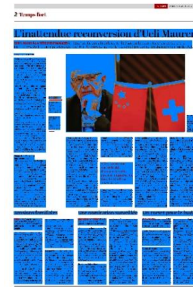
jours une distance entre la personne et la fonction», ajoute une source proche d'un ministère.

Sa politique du personnel n'a pas manqué de surprendre. Il n'a pas fait le ménage, ne s'est séparé de personne pour l'instant, pas même de

Serge Gaillard, qui fut pourtant un syndicaliste engagé. Il n'a emmené dans ses valises que son conseiller personnel, Matthias Müller – un UDC –, et son chef de presse, Peter Minder. Mais le secrétaire général du département, Jörg Gasser, est toujours là.

Ueli Maurer, qui a fêté ses 65 ans en décembre, a-t-il décidé de rester au Conseil fédéral à la demande de son parti? Des discussions ont assurément eu lieu. L'UDC n'a jamais caché sa volonté de mettre la main sur un département phare, comme, précisément, le DFF, pour lequel Guy Parmelin paraissait mal calibré.

En restant à la Défense, Ueli Maurer aurait sans problème pu quitter le gouvernement à mi-législature. En changeant de portefeuille, il peut difficilement le faire. On ne prend pas un ministère aussi central que les Finances juste pour deux ans. Il fera donc toute la législature. Et cela ne tombe pas si mal pour l'UDC, fait remarquer un observateur. Selon la règle du tournus, Ueli Maurer sera président de la Confédération en 2019, année électorale. Cela donnera à son parti une certaine visibilité. ■



## Tensions familiales

**FISCALITÉ** Après le rejet de l'initiative du PDC, le parlement a délivré un message contradictoire sur la manière de taxer les couples

Ueli Maurer voulait aller vite. Il avait prévu de mettre en consultation en avril un nouveau projet d'imposition des familles, qui était censé rebondir sur l'échec, le 28 février, de l'initiative du PDC «Pour le couple et la famille – Non à la pénalisation du mariage». Cette initiative voulait corriger l'inégalité de traitement fiscal entre couples mariés et concubins dénoncée par le Tribunal fédéral depuis 1984. Alors qu'une nette majorité de cantons l'a soutenue, le peuple a dit non. «Une situation de pat», a alors commenté le ministre des Finances.

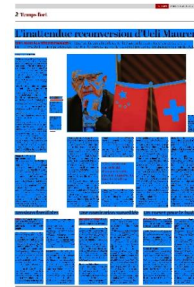
Avant le scrutin, le Conseil fédéral avait annoncé sa volonté de «prendre une décision quant au modèle d'imposition des couples mariés» et de lancer une nouvelle consultation en avril. Entre-

temps, toutefois, le parlement a délivré un message contradictoire.

Le 10 mars, le National a approuvé par 92 voix contre 88 une motion demandant de passer à l'imposition individuelle des conjoints. Défendue par le camp rose-vert et le PLR, cette solution est rejetée par les cantons, qui y voient un monstre administratif en raison du quasi-doublement des déclarations d'impôts.

### En quête d'un compromis

Or, une semaine plus tôt, le conseiller aux Etats PDC Pirmin Bischof avait déposé une motion réclamant le maintien de la taxation commune des époux. Ce système est soutenu par le PDC et l'UDC. Mais la motion Bischof a aussi été signée par six sénateurs libéraux-radicaux. Face à ce blocage, Ueli Maurer a annoncé en mars que le Conseil fédéral ferait le point «dans un délai de six mois» et tenterait de trouver un compromis. ■ B. W.



## Une nomination surveillée

### SECRETARIAT D'ETAT Qui Ueli Maurer proposera-t-il pour remplacer Jacques de Watteville?

Une nomination sera surveillée de près ces prochaines semaines: celle du nouveau secrétaire d'Etat chargé des questions financières internationales (SFI), appelé à remplacer Jacques de Watteville. Le Vaudois quittera le SFI fin juin, à l'âge de 65 ans. Ce diplomate chevronné conservera cependant le mandat de négociateur en chef pour les relations avec l'UE, et cela aussi longtemps que le Conseil fédéral le jugera nécessaire. Il gardera le titre de secrétaire d'Etat.

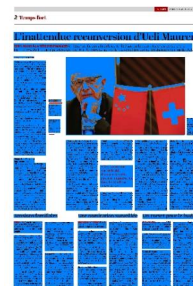
### Rumeurs infondées

Jacques de Watteville a succédé à Michael Ambühl en 2013. Durant son mandat, la Suisse s'est adaptée aux nouvelles normes internationales dans les domaines de l'échange automatique de renseignements fiscaux, des prescriptions en

matière de fonds propres («too big to fail»), de la réglementation des marchés financiers et de la lutte contre le blanchiment d'argent.

S'agissant de sa succession, les premières rumeurs ont soupçonné Ueli Maurer de vouloir placer l'un de ses fidèles amis à ce poste, comme Thomas Aeschi ou le banquier Thomas Matter, tous deux conseillers nationaux. Elles paraissent infondées.

Parmi les autres pistes, l'une suggère de nommer l'un des adjoints de Jacques de Watteville. Le nom de l'ambassadeur Christoph Schelling, chef de la division fiscalité, a été évoqué. Une autre imagine le secrétaire général du DFF, Jörg Gasser, reprendre le SFI, ce qui permettrait à Ueli Maurer d'appeler au secrétariat général une personne proche de l'UDC. Mais en aucun cas le secrétaire général du parti, Martin Baltisser. Ce dernier rejoint la société Robinvest de Christoph Blocher le 1er juin. ■ B.W.



## Un corset pour le budget

**FINANCES Les comptes 2015 ont bouclé avec un excédent de 2,3 milliards. Mais Ueli Maurer tient au paquet d'économies**

La gauche ne se prive pas de rappeler que les comptes 2015 ont bouclé avec un excédent inattendu de 2,3 milliards de francs, qui succède à une série de résultats positifs. De gros nuages survolent cependant le budget fédéral.

### Objectif: économies

La réforme de l'imposition des entreprises risque de coûter 1,2 à 1,4 milliard à la caisse fédérale. Le Fonds pour les routes nationales et le trafic d'agglomération (Forta) absorbera 700 millions de recettes provenant de la taxe sur les carburants et de l'impôt sur les véhicules. Le Forta fait office de contre-projet indirect à l'initiative populaire «Vache à lait» qui, elle, détournerait vers la route 1,5 milliard de recettes de la taxe sur les carburants.

A ce manque à gagner de quelque

2 milliards, il faut ajouter la réforme Prévoyance vieillesse 2020, qui induit des dépenses supplémentaires de 500 à 600 millions selon la version du Conseil des Etats, ainsi que la volonté du parlement d'augmenter de 300 millions le budget annuel de l'armée.

Dans ce contexte, Ueli Maurer veut absolument réaliser le programme de stabilisation financière 2017-2019. Il consiste à renoncer à certaines augmentations de dépenses prévues, par exemple pour la formation et la recherche. Il y a aussi de réelles économies dans l'agriculture, l'aide au développement, le personnel et les douanes. L'allègement global s'élève à 1 milliard.

La consultation vient de s'achever. Les réactions sont sans surprise. La droite veut plus d'économies et la gauche en demande moins. Pressé d'en découdre avec ce dossier, Ueli Maurer devrait le transmettre assez rapidement au parlement. ■ B.W.